



Jardins ouvriers des Vertus à Aubervilliers : des journalistes menacés et agressés !

À Aubervilliers, les autorités publiques ne supporteraient-elles pas que des journalistes enquêtent sur les jardins ouvriers des Vertus ?

Pour rappel, une partie de ces jardins ouvriers risque la destruction au profit de la construction du solarium d'un complexe aquatique pour les Jeux Olympiques de Paris 2024. Alors que la dimension écologique importante du jardin est étayée et que la cour administrative d'appel de Paris a suspendu les travaux le 20 septembre dernier, de nombreux journalistes ont médiatisé ces faits et plusieurs enquêtes ont vu le jour.

Jeudi 14 octobre, une équipe de journalistes du Média s'est rendue au conseil municipal de la ville, pour poser, à l'issue de la réunion, des questions à Karine Franclet, maire UDI. Une pratique journalistique courante pour obtenir des réactions sur l'actualité d'une commune. En l'occurrence, ces journalistes souhaitaient l'interroger sur les jardins ouvriers.

Pour les besoins d'un reportage sur le même sujet, Le Média avait déjà contacté la ville d'Aubervilliers pour une demande d'interview, qui lui avait été refusée. C'est pourtant bien le rôle de la presse que d'interroger les décisions politiques, surtout dans un dossier si controversé.

Une fois le conseil municipal terminé, alors que Karine Franclet s'apprêtait à sortir de la salle, les journalistes lui ont demandé, sous l'œil de la caméra, si elle pouvait répondre à une question. Elle a refusé, puis sommé les journalistes de ne pas filmer, entourée d'une équipe de sécurité. Les agents de sécurité ont alors commencé à donner des coups dans la caméra pour empêcher de filmer et la maire a menacé les journalistes de poursuites si des images sortaient.

Choqués, ils s'apprêtaient à quitter les lieux et se dirigeaient vers la sortie quand un agent de sécurité a exigé de l'un d'eux sa carte de presse, puis s'est éloigné avec, sans qu'il soit possible de voir ce qu'il en faisait.

Pour rappel, un agent de sécurité privé n'a pas le droit de contrôler l'identité d'un journaliste, encore moins de prendre sa carte de presse, qui contient des données personnelles.

Quel est le problème posé par la présence de journalistes à Aubervilliers ? A quel point ce dossier

est-il sensible ? Tout cela interroge, d'autant que d'autres événements inquiétants ont déjà eu lieu.

Le 2 septembre, lors d'une manifestation de jardiniers et de leurs soutiens, un policier tentait d'empêcher de filmer une scène, donnant un coup de bouclier dans la caméra. Le journaliste - le même que celui qui s'est vu prendre sa carte de presse en marge du conseil municipal - avait déposé plainte, aidé du SNJ-CGT, et la Fédération Européenne des Journalistes (FEJ) avait lancé une alerte. Quelques heures plus tôt, des journalistes avaient été apostrophés et menacés par des vigiles aux abords des jardins, alors qu'ils filmaient.

Par ailleurs, un photo-reporter qui couvrait une manifestation du collectif Sauvons les jardins ouvriers d'Aubervilliers a effectué un signalement à l'IGPN après qu'un policier lui a demandé sa carte de presse puis photographié son adresse personnelle, déclarant : « Au cas où, si on a des problèmes... »

Plus grave, un autre photjournaliste qui effectuait un reportage sur place a porté plainte après avoir reçu des coups par des personnes qu'il n'a pas pu identifier, qui lui ont causé une blessure et une interruption temporaire de travail de quatre jours.

Le SNJ-CGT, qui continuera à suivre ce dossier, dénonce les atteintes graves à la liberté d'informer et les tentatives de pression sur les journalistes. Ces derniers doivent pouvoir continuer à travailler sans se sentir menacés ni mis en danger.

Montreuil, le 20 octobre 2021.